



PREMIER SEMESTRE 2021 : QUEL BILAN UN AN APRÈS LE DÉBUT DE L'UNE DES PLUS GRANDES CRISES DE NOTRE HISTOIRE ?

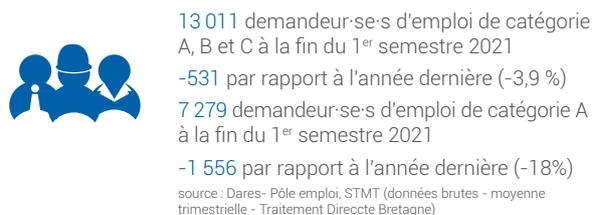
#4 | Octobre 2021

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés de Saint-Brieuc Armor Agglomération à la fin du 1^{er} semestre 2021



- Les secteurs en hausse
- BTP
 - Administration, santé et social
 - Industrie agroalimentaire
 - Autres services
 - Hôtellerie et restauration
- Les secteurs en baisse
- Aucun



Zoom sur

FONDS DE SOLIDARITÉ
553 millions d'euros alloués en Côtes d'Armor au 1^{er} semestre 2021,
plus de 60 % du montant alloué depuis le lancement du fonds en avril 2020 (source : BPI)

TOUR DE FRANCE
25 000 personnes identifiées dans la zone de comptage de Saint-Brieuc.
Environ 5 000 personnes de plus qu'en temps normal. +2 000 touristes et excursionnistes supplémentaires
(hors 22) par rapport à la normale
(source : Flux Vision Orange, traitement ADEUPa)

Vers une réelle sortie de crise ?

Un an après le premier aperçu des effets de la crise sur la conjoncture économique de Saint-Brieuc Armor Agglomération, l'heure est au bilan. Face aux craintes d'un séisme sans précédent, l'économie briochine s'est montrée particulièrement résistante et résiliente. Résistante car la structure de l'économie, historiquement bâtie autour d'une sphère publique importante et d'une dimension agroalimentaire forte, a bénéficié d'une moindre baisse d'activité. Résiliente parce que le territoire a été moins touché par l'épidémie, incitant l'exode vers la Bretagne, pour le télétravail, une mise au vert, voire une installation définitive. Résiliente aussi car, jusqu'à la fin de l'année 2019, la Bretagne affichait un niveau d'activité économique très dynamique, ce qui lui a permis de rebondir sans doute plus rapidement que d'autres territoires. Tout porte donc à croire que le redécollage est imminent. Et pourtant, l'impression de ne pas avoir traversé les plus grosses zones de turbulences reste solidement ancrée, car les aides engagées par l'État et les collectivités territoriales continuent de déformer la réalité. Il faudra attendre la levée définitive des dispositifs pour évaluer la réelle capacité de l'Ouest breton à absorber les effets induits par la crise sanitaire.

Activité économique

Une reprise généralisée de l'emploi salarié privé

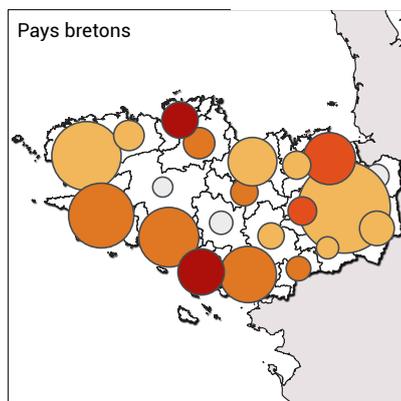
Face à l'ampleur de la crise sanitaire, l'emploi salarié privé avait logiquement baissé en 2020, mais avait quand même bien résisté (-0,1 % au 1^{er} semestre 2020 par rapport à 2019) grâce aux mesures de soutien aux entreprises déployées. La conjonction des aides et de la reprise progressive de l'activité a permis de passer d'une logique de sauvegarde, en 2020, à celle d'une reprise de l'emploi cette année. Au premier semestre 2021, l'emploi a progressé de

+3,6 %, atteignant presque la barre des 41 000 salarié·e·s. Tous les secteurs ont bénéficié d'un regain d'emplois. Ceux ayant la meilleure progression sont les autres services, l'industrie agroalimentaire ainsi que l'hôtellerie-restauration. Ce dernier est toutefois l'un des deux secteurs, avec l'industrie (hors agroalimentaire) à n'avoir toujours pas compensé les pertes liées au confinement.

L'hôtellerie-restauration porte donc encore les stigmates de la crise, puisque la masse salariale du secteur a baissé d'environ 35 % par rapport au 1^{er} semestre 2019, ce malgré un rebond de +48 % cette année.

En termes de créations d'établissements, le BTP jouit de la plus forte progression ce semestre (+36 établissements, +6,6 %) grâce, notamment, à l'accélération des projets de construction et de rénovation.

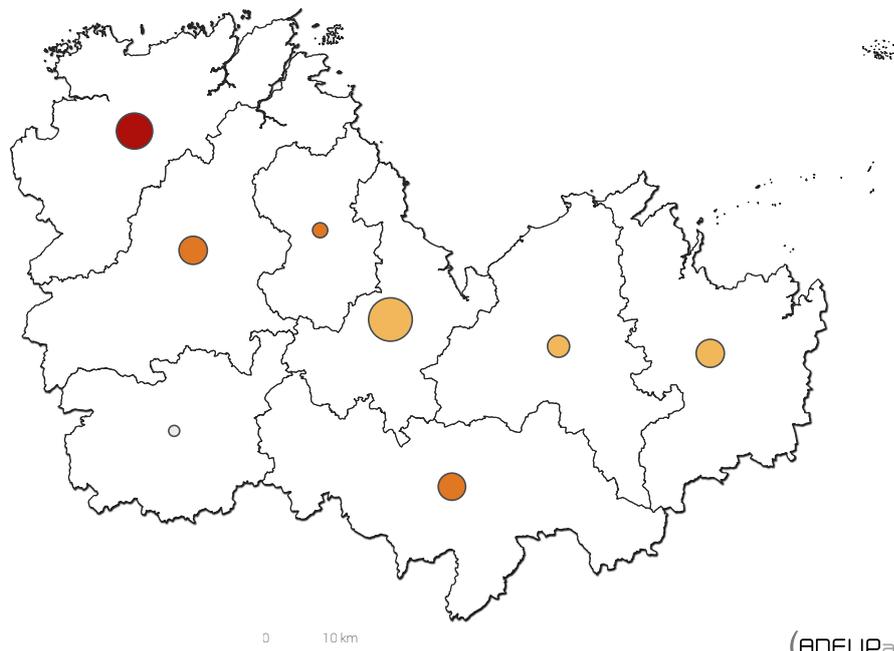
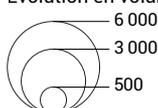
Variation de l'emploi salarié privé dans les intercommunalités des Côtes d'Armor entre les 2nds trimestres 2020 et 2021



Évolution en pourcentage

- < à 2,5 %
- de 2,5 % à 3,7 %
- de 3,7 % à 4,9 %
- de 4,9 % à 6 %
- > à 6 %

Évolution en volume



source : Urssaf et traitements ADEUPa - Réalisation : ADEUPa - Réf. : 411_JF_obs_eco

Une décreue continue des procédures collectives

Le greffe du tribunal de commerce de Saint-Brieuc n'a enregistré que 51 procédures collectives au 1^{er} semestre 2020. 16 procédures en moins ont été notifiées ce semestre, soit une baisse de 24 %. Si le niveau de liquidations judiciaires s'avère assez stable, le volume de redressements a, quant à lui, fortement baissé (-70 %).

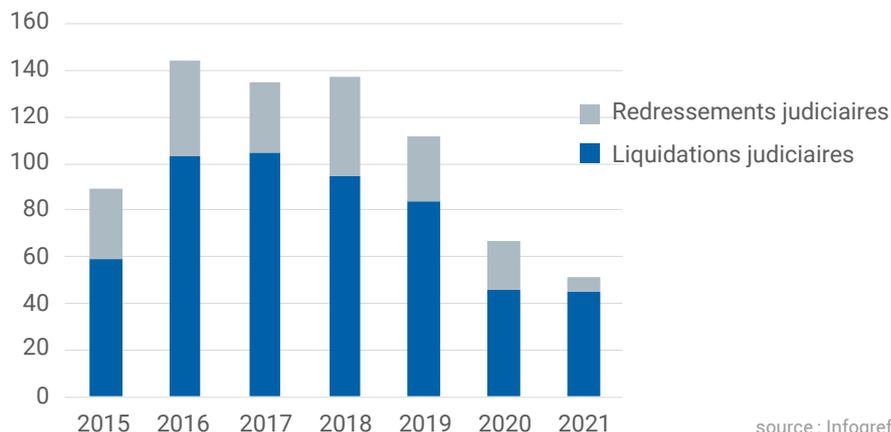
La décreue des procédures collectives constatée depuis trois ans se poursuit.

Dans le même temps, le nombre d'immatriculations enregistrées au Registre du commerce et des sociétés a presque doublé au 1^{er} semestre 2021 par rapport à l'année précédente (+88 %). Une situation qui ne s'explique que partiellement par l'arrêt de l'activité en 2020, puisque le constat est le même par rapport à 2019 (+35 %). Toutefois, la Covid-19 reste peut-être indirectement responsable de cette forte hausse des créations d'entreprises. En effet, face aux nombreux licenciements liés

à l'arrêt de l'activité et au caractère incertain de la période sanitaire, de nombreuses personnes ont pu paradoxalement être incitées à créer leur propre entreprise pour diverses raisons. La pérennité à court

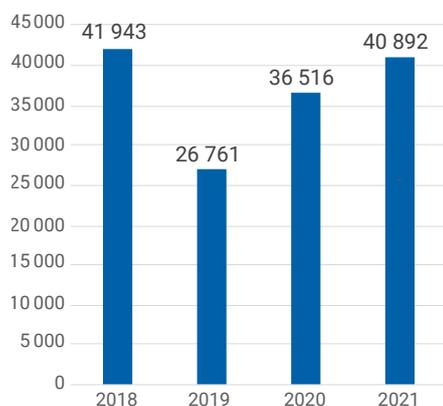
terme de ces entreprises demeure un enjeu de taille car, si les immatriculations ont fortement progressé, c'est aussi le cas des radiations (+57 %).

Redressements et liquidations judiciaires prononcés au greffe du tribunal de commerce de Saint-Brieuc au 1^{er} semestre



source : Infogreffe

Surface totale autorisée (en m²) au 1^{er} semestre pour les locaux d'activité à Saint-Brieuc Armor Agglomération



source : SDES, Sit@del2

Immobilier d'entreprise : une bonne dynamique

Au 1^{er} semestre 2021, la surface autorisée à destination des locaux d'activité s'élève à 40 892 m² hors locaux agricoles. Celle-ci a progressé pour la seconde année consécutive (+11 % par rapport au 1^{er} semestre 2020).

La dynamique se porte essentiellement, pour la partie privée, sur les activités de stockage et d'entrepôt. L'investissement public permet aussi de doper les chiffres grâce à quelques projets déjà en réflexion depuis plusieurs années. C'est le cas du futur Ehpad de Plérin qui devrait accueillir 87 résident·e·s et qui remplacera, à terme, la résidence des Ajoncs d'or. De même, une usine d'eau potable sortira de terre à la Croix-Cholin sur la commune de Ploufragan, en remplacement de celle située à Saint-Barthélémy, qui alimente actuellement une bonne partie Briochin·e·s.

Principaux dossiers en surface (en m²) :



▪ Côtes d'Armor Habitat, Plérin - 5 949 m² (Service public : Ehpad)



▪ Saint-Brieuc Armor Agglomération, Ploufragan 5 780 m² (Service public : usine d'eau potable)



▪ SCI AXEST, Trémuson 3 349 m² (Entrepôt, Industrie)



▪ SANITHERM, Plérin - 2 735 m² (Entrepôt, Commerce)



▪ SNC LIDL, Ploufragan 2 136 m² (Commerce, Entrepôt)

Actualité économique

Bioarmor, l'une des entreprises du territoire spécialisées dans la nutrition et la santé animale, a rejoint les anciens locaux d'Honeywell à Plaintel, qui fabriquait des masques respiratoires jetables avant sa fermeture. Dans le même temps, Bioarmor était rachetée par le groupe Kersia, basé à Dinard, qui poursuit sa croissance externe.

L'entreprise M3 Sanitrade a, quant à elle, commencé sa production de masques dans les anciens locaux de l'usine Chaffoteaux et Maury, renouant ainsi une activité présente historiquement sur le territoire.

L'entreprise E-loft (Pincemin), qui produit des maisons en bois depuis 1870, prévoit d'implanter de nouvelles usines à Bordeaux, Lyon et dans le nord de la France. Cette stratégie fait suite au rachat de l'entreprise ploufrananaise par le groupe belge Etex.

Du côté du numérique, l'actualité est riche. L'entreprise Smile & Pay, qui fournit des miniterminaux de paiement aux commerçants, prévoit de recruter 25 personnes supplémentaires. La startup VDP 3.0. a lancé une application Quivive-APP visant à lutter contre le harcèlement de rue. Un nouvel espace de coworking (Pakebot)

a ouvert à Saint-Brieuc et peut accueillir une cinquantaine de personnes. Enfin, l'implantation du Totem de l'innovation dans les anciens locaux de la Caisse d'allocations familiales (CAF) a été confirmée, grâce à un investissement de 12 millions d'euros de la part de l'agglomération.

Pour revitaliser le quartier de la gare de Saint-Brieuc, 7 millions d'euros ont été débloqués pour faire émerger l'Espace Carnot, un lieu qui accueillera un hôtel Campanile ainsi qu'un restaurant à la place de l'ancienne friche Le Tinier-Morin.

Marché de l'emploi

Remise des compteurs à zéro pour les demandeur-se-s d'emploi

Le nombre de demandeur-se-s d'emploi de catégories A, B et C a baissé de 4 % par rapport au 1^{er} semestre 2020. Ce recul s'explique davantage par le caractère exceptionnel du second trimestre 2020, marqué par l'arrêt brutal de l'activité économique, que par un retour massif à l'emploi. Cependant, on retrouve un niveau équivalent à 2019, soit d'avant crise sanitaire. En un an, le nombre de demandeur-se-s de catégorie A a nettement diminué (-18 %) tandis que celui des catégories B et C a bondi (+16,5 %). Le déversement, cette fois-ci, de la catégorie A vers les B et C traduit un relatif retour à la normale.

Ce rééquilibrage ne profite toutefois pas à tous les profils, cela reste à expliquer. Les jeunes et les femmes sont les principaux bénéficiaires de la reprise d'activité. En revanche, les fragilités s'accroissent chez les seniors de 50 ans et plus (+0,3 %), mais aussi chez les publics isolés durablement du marché de l'emploi. Le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an a progressé de plus de 2 % par rapport l'année précédente.

CHIFFRES-CLÉS À SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMÉRATION



7 279

demandeur-se-s d'emploi de catégorie A
(-18 % en un an ; -22,3 % en Bretagne)

13 011

demandeur-se-s d'emploi de catégories ABC
(-3,9 % en un an ; -4,1 % en Bretagne)



Les profils les plus concernés par la hausse de la demande d'emploi en catégorie A

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE >1 AN
(+2,8 % ; +3,7 % en Bretagne)

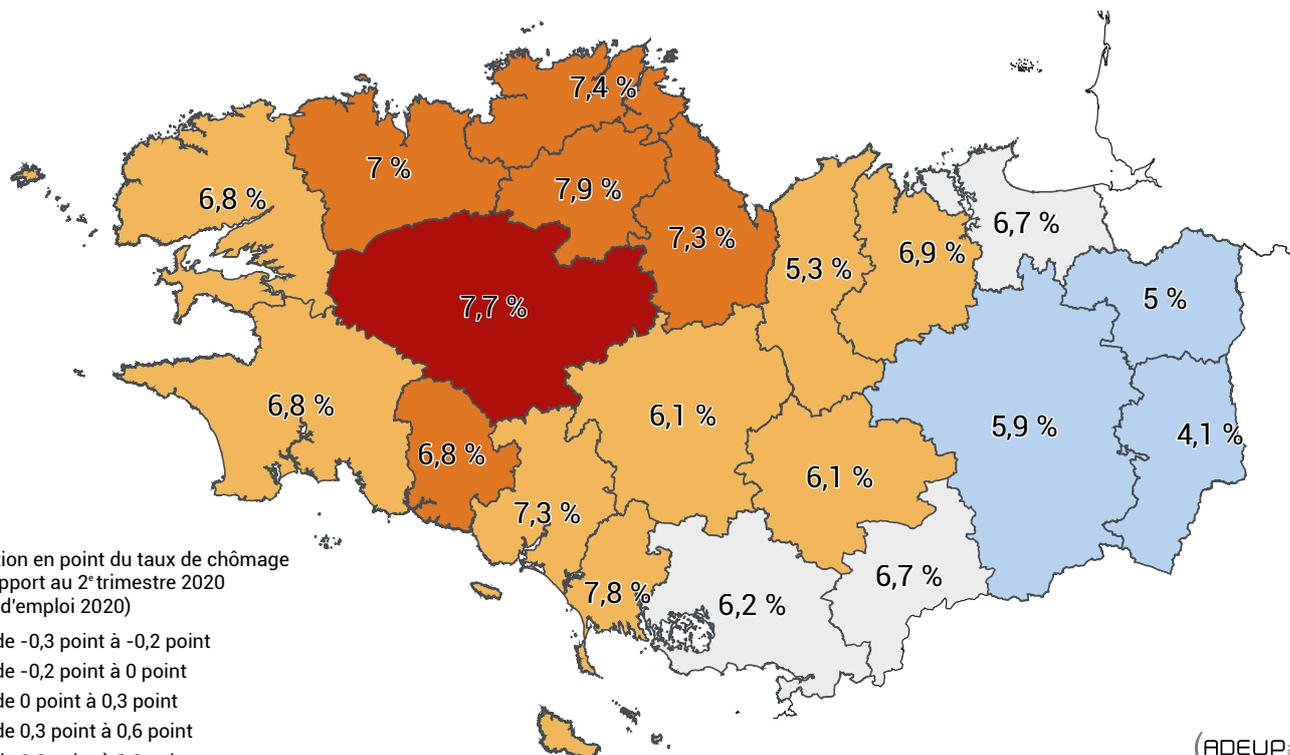
LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS
(-6 % en un an ; -10,4 % en Bretagne)

Un taux de chômage qui se stabilise

Depuis le pic du taux de chômage¹ constaté durant le 3^e trimestre 2020, traduisant à la fois le retour à l'activité et, par analogie, la capacité des actifs à rechercher un emploi, le niveau de chômage tend à revenir vers un niveau d'avant-crise. La zone d'emploi de Saint-Brieuc affiche un taux de chômage de 7,3 % au 2^e trimestre 2021, en hausse de 0,1 point pour la deuxième fois consécutive par rapport au trimestre précédent. Une partie résiduelle du chômage généré durant la crise n'a pas été rattrapée puisqu'il a progressé de 0,5 point sur l'année passée. Une situation qui reste plus favorable qu'en France métropolitaine où le niveau de chômage est plus élevé (7,8 %) et où le taux a davantage augmenté en un an (+0,7 point). La Bretagne a, en revanche, retrouvé un niveau de chômage quasiment égal (6,5 %, +0,1 point).

¹ Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeur-se-s dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :
- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours.

Taux de chômage par zone d'emploi au 2^e trimestre 2021



Évolution en point du taux de chômage par rapport au 2^e trimestre 2020 (zone d'emploi 2020)

- de -0,3 point à -0,2 point
- de -0,2 point à 0 point
- de 0 point à 0,3 point
- de 0,3 point à 0,6 point
- de 0,6 point à 1,3 point

Évolution moyenne régionale : + 0,3 point



source : INSEE, estimations de taux de chômage localisés
Réalisation : ADEUPa Réf : 411_JF_obs_eco

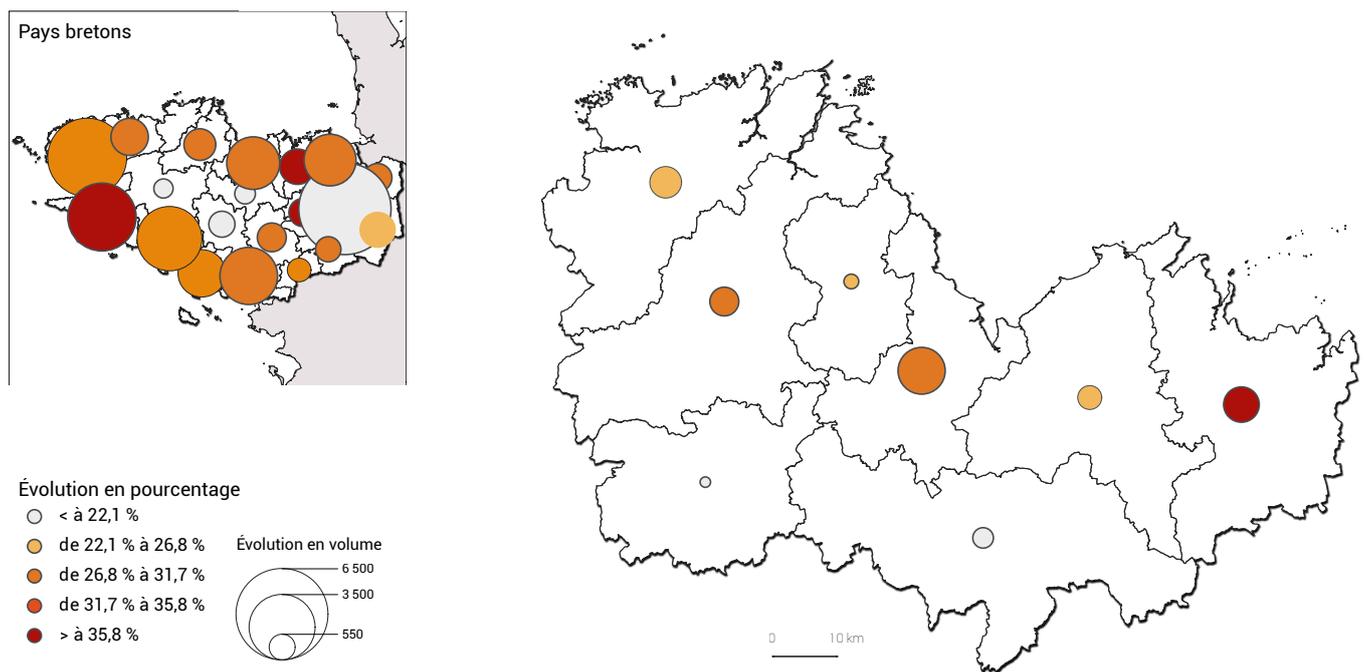
Les entreprises recrutent !

Un an après, les recrutements reprennent. Le volume de déclarations préalables à l'embauche dépasse même le niveau de 2019. C'est une hausse de plus de 1 800 contrats par rapport au 1^{er} semestre 2020 (+31 %) et d'environ 600 contrats par rapport au 1^{er} semestre 2019 (+8,5 %). Des dynamiques qui sont partagées à la fois pour les CDD > 1 mois (+41 %) et les CDI (+23,4 %).

De manière générale, l'industrie, portée en partie par l'agroalimentaire, est le secteur qui connaît la meilleure progression (+46 %). C'est aussi le seul qui a davantage recruté durant la crise. Le secteur du BTP avait également très bien résisté à la baisse d'activité générale, mais c'est aussi celui qui a le moins rebondi ce semestre, en partie à cause de la pénurie de matériaux provoquant une mise à l'arrêt ou un ralentissement de nombreux chantiers.

L'hôtellerie, cafés et restauration s'en sortent bien sur les contrats en CDD > 1 mois, signifiant une reprise de l'activité. Néanmoins, le volume de CDI proposés a très peu progressé (+5,2 %), ce qui traduit encore le manque de visibilité d'un secteur particulièrement affecté par les mesures sanitaires.

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les intercommunalités des Côtes d'Armor entre les 1^{er} semestres 2020 et 2021



ADEUPa
BREST • BRETAGNE

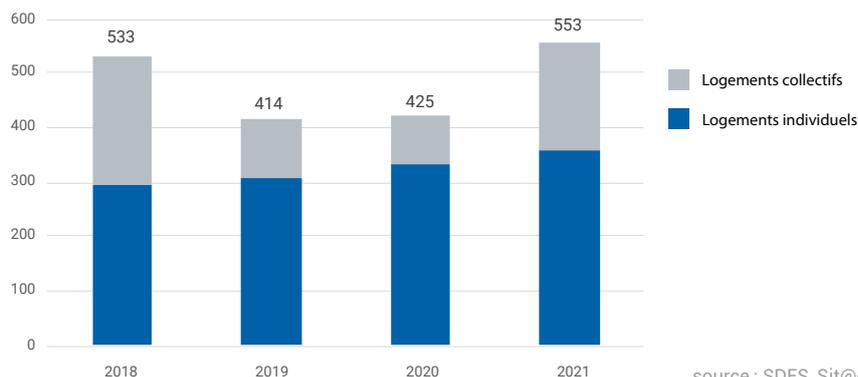
source : Urssaf et traitement ADEUPa
Réalisation : ADEUPa Réf. : 411_JF_obs_eco

Les ménages

Des délivrances de permis qui augmentent fortement

Le nombre de logements autorisés est en forte hausse ce semestre. On recense 553 permis (+128 permis par rapport au 1^{er} semestre 2020), ce qui représente une augmentation de près de 30 %. Le nombre de logements collectifs autorisés a progressé de plus de 100 % par rapport au 1^{er} semestre 2020, ce qui traduit le fort dynamisme en 2021. La probable prolongation pour un an du Pinel breton, dont la version nationale excluait certaines zones tendues comme Saint-Brieuc (ainsi que Brest et Vannes), devrait permettre aux territoires de poursuivre la construction de logements neufs pour l'année à venir.

Nombre de logements autorisés au 1^{er} semestre à Saint-Brieuc Armor Agglomération



source : SDES, Sit@del2

Zoom sur la crise

Les mesures gouvernementales

Les aides de l'État déployées depuis le début de la crise biaisent toujours le regard sur la réalité économique. Toutefois, l'évolution mensuelle du montant des aides allouées sous tous azimuts indique indirectement le degré de difficulté rencontré par les entreprises du territoire. Si le recours au prêt garanti par l'État s'est relativement vite tassé, d'autres aides ont été beaucoup plus sollicitées durant le premier semestre 2021. À titre d'exemple, le Fonds de solidarité a infusé près de 160 millions d'euros en Côtes d'Armor en avril 2021, contre une trentaine de millions d'euros, en moyenne mensuelle, d'avril à décembre 2020. Depuis mai 2021, un niveau de tension beaucoup moins fort se remarque à mesure que les restrictions sanitaires ont

été levées, même si l'instauration, durant l'été, du pass sanitaire a de nouveau fragilisé de nombreuses activités. Enfin, le dernier comptage d'heures d'activités partielles imputables à la Covid-19 témoigne de l'ampleur de la crise subie par les entreprises depuis plus d'un an. Entre mars 2020 et février 2021, plus de 52,3 millions d'heures d'activité partielle ont été demandées dans le département, soit l'équivalent du plan charge annuel de 32 500 salarié-e-s à raison de 35 heures semaine.

Le Tour de France

Avec un Grand Départ breton, offrant une étape à chacun des 4 départements, le Tour de France était l'évènement majeur de la saison touristique régionale en 2021. Malgré la Covid-19 en filigrane, la Grande Boucle a bénéficié d'une éclaircie sur le

plan sanitaire et d'une levée anticipée du couvre-feu. La course a parfaitement lancé la période estivale costarmoricaine puisque plus de 25 000 personnes ont été identifiées dans la zone de comptage de Saint-Brieuc, soit environ 5 000 de plus qu'en période normale. Parmi ces spectateur-riche-s, 2 000 étaient des touristes et excursionnistes additionnel extérieur au département, dont 80 % viennent de France et 20 % de l'étranger, principalement en provenance d'Allemagne, d'Espagne et de Belgique.

Bien que la course by Le Tour ait été reprogrammée entre Brest et Landerneau, alors qu'elle devait initialement rallier Saint-Brieuc à Guerlédan, la préfecture des Côtes d'Armor s'est portée candidate pour accueillir le Tour de France féminin dans les années à venir.



© ASO-Charly Lopez

LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Benjamin Grebot | Réalisation : Julien Florant, Quentin Delaune, Lucie Bianic, François Rivoal, François Le Pellec

Traitements statistiques : Arnaud Jaouen | Mise en page : d'une idée à l'autre

Contact : ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : octobre 2021 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 21/180 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

